

## Séance publique du 12 juin 2007

### Délibération n° 2007-4173

commission principale : finances et institutions

objet : **Compte administratif 2006 - Budget principal**

service : Délégation générale aux ressources - Direction des finances - Service de la prévision budgétaire

#### Le Conseil,

Vu le rapport du 23 mai 2007, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le compte administratif qu'il est proposé au conseil de Communauté d'approuver, constate les résultats de l'exercice 2006.

Les recettes totales de 2006 ont atteint 1 678,087 M€ pour une prévision finale de 1 814,366 M€, soit un taux de réalisation de 92,49 %. Le montant du budget primitif était à l'origine de 1 516,049 M€, soit un taux de réalisation de 110,69 %.

Les dépenses totales de 2006 ont atteint 1 480,878 M€ pour un crédit autorisé de 1 664,361 M€, soit un taux de réalisation global de 88,98 %. Le montant du budget primitif était à l'origine de 1 516,049 M€, soit un taux de réalisation de 97,68 %.

Le résultat de l'exercice (recettes réalisées-dépenses réalisées) s'élève à 197,210 M€. Il était de 151,138 M€ en 2005.

Compte tenu des résultats antérieurs reportés, de l'affectation de l'excédent de fonctionnement au déficit d'investissement, l'exercice 2006 s'achève avec un excédent global de 26,610 M€. L'excédent global représente, en 2006, 1,8 % des dépenses réalisées.

Avec les modifications de la M 14 au 1er janvier 2006, la débudgétisation des provisions a conduit à une correction du résultat global de clôture de 2005, par décision modificative n° 2006-3749 du 13 novembre 2006, pour constater un déficit global arrêté à la somme de 2,644 M€.

A la fin de l'année 2006, les restes à réaliser, c'est-à-dire les crédits qui ont fait l'objet d'un engagement comptable sans avoir fait l'objet d'émission de titres de recettes ou de mandats de dépenses à la clôture, se sont élevés à :

- 51,886 M€ en dépenses de fonctionnement,
- 6,912 M€ en recettes de fonctionnement,
- 20,202 M€ en recettes d'investissement.

Le solde disponible à la clôture de l'exercice 2006 s'élève à 1 836 970,12 € et fait l'objet d'une proposition d'affectation au budget supplémentaire présenté par délibération séparée.

Le disponible constaté au budget supplémentaire 2006 de 3,700 M€ avait été annulé par décision modificative pour tenir compte de la correction du résultat global de clôture de 2005.

L'autofinancement brut ressort à 209,711 M€ et l'épargne nette après remboursement du capital de la dette se calcule à 128,024 M€ directement affectée au financement des investissements.

Le tableau n° 1 ci-dessous présente la synthèse du compte administratif 2006 du budget principal.

**Compte administratif 2006 - budget principal - synthèse - tableau n° 1**

Libellé	Investissement (en €)	Fonctionnement (en €)	Total
<b>recettes totales</b>			
montant voté au budget primitif	503 696 734,00	1 012 352 199,00	1 516 048 933,00
total des prévisions à la clôture	788 312 913,14	1 026 053 066,50	1 814 365 979,64
taux d'évolution	56,51 %	1,35 %	19,68 %
total réalisé	622 810 763,20	1 055 276 723,28	1 678 087 486,48
taux de réalisation	79,01 %	102,85 %	92,49 %
<b>dépenses totales</b>			
montant voté au budget primitif	503 696 734,00	1 012 352 199,00	1 516 048 933,00
total des prévisions à la clôture	613 851 458,18	1 050 509 416,22	1 664 360 874,40
taux d'évolution	21,87 %	3,77 %	9,78 %
total réalisé	562 634 331,00	918 243 306,15	1 480 877 637,15
taux de réalisation	91,66 %	87,41 %	88,98 %
<b>résultat de l'exercice</b>	<b>60 176 432,20</b>	<b>137 033 417,13</b>	<b>197 209 849,33</b>
résultat antérieur reporté	- 195 056 382,06	192 412 366,48	- 2 644 015,58
affectation du résultat à l'investissement		- 167 956 016,76	- 167 956 016,76
<b>résultat de clôture</b>	<b>- 134 879 949,86</b>	<b>161 489 766,85</b>	<b>26 609 816,99</b>
reports dépenses	0,00	51 886 096,81	51 886 096,81
reports recettes	20 201 586,00	6 911 663,94	27 113 249,94
<b>résultat disponible</b>	<b>- 114 678 363,86</b>	<b>116 515 333,98</b>	<b>1 836 970,12</b>

**I - Section de fonctionnement**

**a) - Recettes**

Les recettes totales de fonctionnement s'élèvent à 1 055,277 M€. En mouvements réels, elles atteignent 1 051,171 M€ tandis que les mouvements d'ordre ressortent à 4,105 M€. Par ailleurs, 6,912 M€ de recettes de fonctionnement ont fait l'objet d'un report sur l'exercice 2007.

Les recettes totales ont été réalisées à hauteur de 102,85 % de la prévision totale, les recettes réelles à hauteur de 103,07 %.

L'évolution des recettes réelles par rapport à l'exercice précédent de - 1,15 %, est ramenée à + 2,65 % à périmètre constant, c'est-à-dire en neutralisant les recettes exceptionnelles encaissées en 2005 et 2006.

Il s'agissait notamment de :

- la recette de péage du tronçon nord du périphérique de 32,235 M€ (24,813 M€ en 2004-24,984 M€ en 2006) ; progression importante due à la nécessité d'émettre l'ensemble des titres permettant de clore le contrat d'exploitation avec la société Eperly, sur l'exercice 2005, avant le changement de régisseur,
- la recette exceptionnelle de reprise de provisions constituées sur la délégation de service public du chauffage urbain, liée au changement de délégataire en 2005 et qui a porté sur 17,069 M€ en 2005 et 3,951 M€ en 2006,
- l'encaissement de la redevance de mise à disposition du parc de stationnement P 2 de la Cité internationale sous l'amphithéâtre (8 M€),
- l'émission de deux titres de recette (2 x 4 M€) pour annulation de mandats 2004 concernant les travaux d'extension d'Eurexpo. Cette participation avait donné lieu à une régularisation de deux mandats en 2005.

### **Les recettes fiscales et dotations de l'Etat**

L'ensemble de ces recettes fiscales et dotations de l'Etat représente près de 90 % du total des recettes réelles de fonctionnement contre 86,3 % en 2005, 89 % en 2004.

Les recettes d'origine fiscale sont constituées par la taxe professionnelle (497,384 M€) et les attributions de compensation en provenance des Communes (10,927 M€), soit un total de 508,311 M€. Elles font, par ailleurs, l'objet d'un reversement aux Communes dans le cadre de la TPU (208,401 M€) et du versement de la DSC (14,8 M€). Le produit fiscal net reste alors à 285,1 M€, c'est-à-dire 29,2 M€ de moins que la DGF.

Les produits qui ont progressé sont :

- la taxe professionnelle payée par les acteurs économiques, encaissée par la Communauté urbaine à hauteur de 497,384 M€ (485,275 M€ en 2005, soit + 12,109 M€). Cette progression correspond à l'évolution de 2,50 % des bases taxables,
- le produit de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères de 95,622 M€ qui connaît une évolution de près de 10,31 % (86,686 M€ en 2005, soit + 8,936 M€) du fait de l'augmentation des taux votée le 27 mars 2006 de + 0,39 point de base (délibération n° 2006-3314) et de la progression des bases (+ 3,4 %),
- la dotation globale de fonctionnement de 314,343 M€ versée par l'Etat (309,391 M€ en 2005, soit + 4,952 M€) évolue un peu moins vite que l'inflation (+ 1,60 %).

Parallèlement, d'autres recettes enregistrent une légère diminution à savoir :

- les attributions de compensations fiscales en provenance de l'Etat qui s'élèvent à 23,295 M€ en 2006 contre 24,677 M€ en 2005,
- les attributions de compensations en provenance des Communes qui s'élèvent à 10,927 M€ en 2006 contre 11,043 M€ en 2005,
- le produit encaissé au titre du prélèvement pour déficit de logements sociaux à hauteur de 0,719 M€ contre 0,845 M€ en 2005. Quinze Communes étaient redevables en 2006.

### **Les autres recettes réelles**

Hors recettes fiscales et dotation globale de fonctionnement, les autres recettes comptent pour 108,882 M€, soit 10,36 % des recettes réelles de fonctionnement. Elles enregistrent une diminution de 36,345 M€, ce qui correspond à l'impact des recettes exceptionnelles décrit plus haut.

Les principales recettes courantes concernent :

- la voirie avec principalement la recette de péage du tronçon nord du périphérique de 24,984 M€,

- la gestion du patrimoine foncier avec, d'une part, la cession des immobilisations pour 15,951 M€ (8,867 M€ en 2005), qui traduit l'accélération de la vente du patrimoine foncier non destiné à la réalisation d'opérations d'aménagement, et d'autre part, le produit de la location d'immeubles du domaine privé de la Communauté urbaine de 6,538 M€ (5,419 M€ en 2005), résultat de la remise en état du patrimoine conservé par la Communauté urbaine et ainsi rentabilisé,

- les recettes liées aux opérations d'urbanisme de 5,113 M€, comprenant notamment le solde positif du bilan de la ZAC Villeurbanne-Tonkin II pour 2,670 M€,

- la vente d'énergie issue de l'incinération des ordures ménagères pour 2,112 M€ (6,456 M€ en 2005), il est à noter que cette recette donne lieu à un report sur 2007 de 3,656 M€, correspondant au solde de la délégation Prodith,

- les produits liés à la collecte sélective de 8,715 M€, cette hausse est liée à l'augmentation des prix de reprise des matières premières comme la ferraille et la signature d'un nouveau contrat avec Eco-emballage. Signé en janvier 2006 avec effet rétroactif au 1er janvier 2005, ce contrat vise à optimiser la qualité du tri,

- l'exploitation de la Cité internationale avec la première redevance du contrat de délégation de service public pour 1,573 M€.

### Les mouvements d'ordre

Les mouvements d'ordre en recettes de fonctionnement enregistrent une forte baisse liée à la réforme de la M 14. Ils s'élèvent à 4,105 M€, ce qui représente une diminution de 94,50 % par rapport à 2005 (74,652 M€). En effet, l'amortissement des subventions d'équipement, transférées en section d'investissement, en application de la nouvelle nomenclature comptable, ne constitue plus une recette de fonctionnement.

Quant à la contrepassation des intérêts courus non échus (15,077 M€ en 2005), elle est désormais enregistrée en charge nette, différence entre les ICNE de l'exercice en cours et ceux de l'année écoulée. Cette charge constitue une dépense réelle.

### Compte administratif 2006 - budget principal - recettes de fonctionnement (en €) - tableau n° 2

Direction	Budget primitif 2006	Prévu 2006	Réalisé 2006	taux de réalisation	Reports
<b>communication</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>459 194,94</b>		<b>0,00</b>
dont collecte sélective	0,00	0,00	459 194,94		
<b>délégation parisienne</b>	<b>59 515,00</b>	<b>59 515,00</b>	<b>57 713,98</b>	<b>96,97 %</b>	<b>0,00</b>
loyer	59 515,00	59 515,00	57 713,98	96,97 %	
<b>direction prospective et stratégie</b>	<b>0,00</b>	<b>506 176,15</b>	<b>381 310,15</b>	<b>75,33 %</b>	<b>0,00</b>
projet européen Interact	0,00	5 000,00	5 000,00	100,00 %	
réseau des villes	0,00	500 000,00	375 134,00		
annulations de mandats sur exercices antérieurs	0,00	1 176,15	1 176,15	100,00 %	
<b>service des assemblées</b>	<b>31 000,00</b>	<b>31 000,00</b>	<b>44 713,27</b>	<b>144,24 %</b>	<b>0,00</b>
abonnements et ventes d'ouvrages	1 000,00	1 000,00	562,52	56,25 %	
autres produits d'activités annexes	30 000,00	30 000,00	44 144,00		
produits exceptionnels divers	0,00	0,00	6,75	-	
<b>direction des relations internationales</b>	<b>324 408,00</b>	<b>324 408,00</b>	<b>316 300,70</b>	<b>97,50 %</b>	<b>0,00</b>
coopération décentralisée	70 000,00	70 000,00	141 800,00	202,57 %	
projet européen Proact-Asia urbs	254 408,00	254 408,00	174 500,70	68,59 %	

<b>mission d'audit et gestions externes</b>	<b>7 722 004,00</b>	<b>11 931 138,00</b>	<b>12 510 602,75</b>	<b>104,86 %</b>	<b>0,00</b>
redevance Sogely	540 000,00	540 000,00	545 312,14	100,98 %	
redevance golf de Chassieu	42 000,00	42 000,00	40 158,78	95,62 %	
redevance Secil Cité internationale	1 314 872,00	1 572 586,00	1 572 587,84	100,00 %	
redevance EDF	2 500 000,00	2 500 000,00	2 489 415,60	99,58 %	
redevance CGE, SDEI, Serepi	105 000,00	105 000,00	0,00	0,00 %	
redevance Prodith	60 000,00	60 000,00	59 132,12	98,55 %	
autres redevances et recettes diverses	150 000,00	150 000,00	0,00	0,00 %	
dividendes d'actions LPA-Sogely	4 900,00	4 900,00	20 525,16	418,88 %	
moyens mis à disposition du Sepal	0,00	0,00	7 000,00		
recupération Prodith provisions constituées	0,00	3 951 420,00	3 951 420,00	100,00 %	
parcs de stationnement redevance	3 005 232,00	3 005 232,00	3 823 280,88	127,22 %	
location parc de stationnement Berthelot	0,00	0,00	1 770,23		
<b>marché, juridique et contentieux</b>	<b>350 000,00</b>	<b>465 000,00</b>	<b>1 180 093,11</b>	<b>253,78 %</b>	<b>0,00</b>
marché, juridique et contentieux	350 000,00	465 000,00	1 180 093,11	253,78 %	
<b>direction des grands projets</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>1 000 000,00</b>	<b>115 934,34</b>		<b>891 000,00</b>
amphithéâtre-remboursements des primes d'assurances par les entrepreneurs	1 000 000,00	1 000 000,00	108 434,34		891 000,00
échanges (valeur des biens acquis)	0,00	0,00	7 500,00		
<b>systèmes d'information et de télécommunication</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>239 852,22</b>	<b>119,93 %</b>	<b>0,00</b>
dont :					
informations géographiques	17 000,00	17 000,00	20 083,72	118,14 %	
informatique	183 000,00	183 000,00	207 645,58	113,47 %	
<b>ressources humaines</b>	<b>4 478 300,00</b>	<b>4 499 188,36</b>	<b>3 918 762,99</b>	<b>87,10 %</b>	<b>0,00</b>
remboursement des indemnités (SFT...) et des traitements d'agents mis à disposition : Interact, ville de Lyon (DUA)	1 135 000,00	1 155 888,36	633 534,69	54,81 %	
remboursement des traitements des agents mis à dispo.à la ville de Lyon	0,00	0,00	149 984,30		
remboursement des traitements des agents mis à dispo. du SDIS	1 343 000,00	1 343 000,00	1 151 473,05	85,74 %	
part agent des titres restaurant et remboursement des titres non utilisés	1 960 000,00	1 960 000,00	1 911 090,25	97,50 %	
participation Ademe plan de déplacement	0,00	0,00	21 372,52		
participation Région pour les emplois jeunes	0,00	0,00	6 000,00		
participation autres organismes pour les emplois jeunes	0,00	0,00	48,75		
remboursement traitement emplois d'insertions	0,00	0,00	6 029,31		
DGF permanents syndicaux	40 300,00	40 300,00	39 230,12	97,35 %	
<b>finances</b>	<b>927 145 270,00</b>	<b>929 753 566,32</b>	<b>944 004 864,38</b>	<b>101,53 %</b>	<b>1 405 794,32</b>
dont :					
versement des budgets annexes pour charges de structures	1 492 389,00	1 667 499,00	1 667 499,00	100,00 %	
fiscalité directe locale	482 171 000,00	483 171 000,00	497 383 995,00	102,94 %	

taxe d'enlèvement des ordures ménagères	94 693 500,00	94 693 500,00	95 621 756,00	100,98 %	
compensations fiscales	23 337 000,00	23 337 000,00	23 294 861,00	99,82 %	
attributions de compensations reçues (TPU)	10 900 000,00	10 927 392,00	10 927 392,00	100,00 %	
DGF dotation de base	90 613 000,00	90 613 000,00	91 299 866,00	100,76 %	
DGF dotation des groupements	223 043 000,00	223 043 000,00	223 042 710,00	100,00 %	
autres produits exceptionnels	0,00	1 405 794,32	2 043,96	0,15 %	1 405 794,32
prélèvements SRU (déficit logements sociaux)	845 000,00	845 000,00	719 200,27	85,11 %	
<b>logistique et bâtiments</b>	<b>3 534 540,00</b>	<b>3 534 540,00</b>	<b>3 526 520,88</b>	<b>99,77 %</b>	<b>4 869,62</b>
dont :					
CELP	2 754 500,00	2 754 500,00	2 828 092,07	102,67 %	
concessions dans les cimetières	429 000,00	429 000,00	285 656,05	66,59 %	
vêtements de travail (reversement des budgets annexes)	269 100,00	269 100,00	219 779,33	81,67 %	
produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	64 696,39		
remboursements divers	66 440,00	66 440,00	88 052,49	132,53 %	4 869,62
<b>eau</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>6 719,13</b>		
annulations mandats sur exercices antérieurs	0,00	0,00	6 719,13		
<b>propreté</b>	<b>16 895 712,00</b>	<b>17 198 451,15</b>	<b>14 422 935,79</b>	<b>83,86 %</b>	<b>3 656 000,00</b>
dont :					
redevance pour incinération des ordures ménagères	2 857 086,00	2 857 086,00	2 806 088,45	98,22 %	
vente d'énergie	5 768 326,00	5 768 326,00	2 111 615,35	36,61 %	3 656 000,00
redevance concessionnaire usine Lyon nord	150 000,00	150 000,00	156 225,00	104,15 %	
exploitation des déchetteries	758 500,00	758 500,00	967 402,65	127,54 %	
exploitation des CET	5 000,00	5 000,00	9 106,79	182,14 %	
collecte sélective	6 725 026,00	6 774 991,15	8 255 953,94	121,86 %	
<b>voirie</b>	<b>36 304 563,00</b>	<b>35 598 335,00</b>	<b>34 471 289,44</b>	<b>96,83 %</b>	<b>954 000,00</b>
dont :					
facturation des réfection de tranchées	5 869 000,00	5 140 272,00	3 426 843,98	66,67 %	474 985,64
facturation réparation du domaine public	1 000 000,00	1 000 000,00	1 541 001,56	154,10 %	169 014,36
redevance occupation du domaine public	1 910 563,00	1 924 063,00	2 398 524,65	124,66 %	
réseau mutualisé de télécommunication	960 000,00	960 000,00	610 643,10	63,61 %	310 000,00
recette du péage du tronçon nord du périphérique	26 550 000,00	26 550 000,00	24 984 292,91	94,10 %	
redevance pour concessions, brevets	15 000,00	24 000,00	9 335,48	38,90 %	
cession d'immobilisation	0,00	0,00	1 404 503,91		
échanges (valeur des biens acquis)	0,00	0,00	93 925,00		
<b>développement urbain</b>	<b>7 100 538,00</b>	<b>7 945 399,52</b>	<b>10 840 280,68</b>	<b>136,43 %</b>	<b>0,00</b>
dont :					
habitat et développement social urbain	2 528 329,00	2 489 649,85	1 913 163,36	76,84 %	
mission écologie	100 000,00	372 093,84	243 927,19	65,56 %	
redevance occupation du domaine fluvial	35 000,00	35 000,00	57 361,40	163,89 %	
urbanisme opérationnel	4 371 209,00	4 748 093,67	5 113 834,91	107,70 %	

cessions-échanges	0,00	0,00	1 763 784,80		
régularisation : annulation mandat sur exercice antérieur (création centre maintenance Lyon Guillotière)	0,00	0,00	1 500 000,00		
<b>affaires économiques et internationales</b>	<b>200 000,00</b>	<b>200 000,00</b>	<b>430 232,68</b>	<b>215,12 %</b>	<b>0,00</b>
dont :					
animation territoriale et économique - participation Région	200 000,00	200 000,00	204 260,00	102,13 %	
réalisation portail économique - participation Région	0,00	0,00	47 102,29		
ZI la Mouche à Irigny - participation Agence de l'eau	0,00	0,00	7 200,00		
pépinière bio Chateaubriand et location immobilière	0,00	0,00	22 296,18		
participations de l'Etat et de l'Europe	0,00	0,00	35 690,54		
annulations mandats sur exercices antérieurs	0,00	0,00	113 683,67		
<b>foncier immobilier</b>	<b>6 582 000,00</b>	<b>6 582 000,00</b>	<b>24 243 972,56</b>	<b>368,34 %</b>	<b>0,00</b>
dont :					
location des immeubles	5 452 000,00	5 452 000,00	6 537 909,28	119,92 %	
participations de l'Etat et de la Région	800 000,00	800 000,00	597 191,16	74,65 %	
rémunération du concours apporté à la ville de Lyon	0,00	0,00	13 167,78		
dégrèvements de taxes foncières	300 000,00	300 000,00	132 449,62	44,15 %	
produit des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	15 951 266,00		
immobilisations acquises par voie d'échange	0,00	0,00	953 251,00		
<b>total recettes réelles</b>	<b>1 011 927 850,00</b>	<b>1 019 828 717,50</b>	<b>1 051 171 293,99</b>	<b>103,07 %</b>	<b>6 911 663,94</b>
<b>mouvements d'ordre</b>	<b>424 349,00</b>	<b>6 224 349,00</b>	<b>4 105 429,29</b>	<b>13,38 %</b>	<b>0,00</b>
charges à étaler et amortissements	424 349,00	424 349,00	424 348,32	100,00 %	
cessions foncières moins-value	0,00	0,00	3 681 080,97		
reprise sur provisions pour risques	0,00	5 800 000,00	0,00	0,00 %	
<b>total recettes fonctionnement</b>	<b>1 012 352 199,00</b>	<b>1 026 053 066,50</b>	<b>1 055 276 723,28</b>	<b>102,85 %</b>	<b>6 911 663,94</b>

#### **b) - Dépenses**

Les dépenses totales de fonctionnement sont arrêtées à 918,243 M€. Les dépenses réelles atteignent 841,461 M€.

La réforme M 14 prévoit notamment le transfert des subventions d'équipement de la section de fonctionnement à la section d'investissement, soit 51,959 M€ réalisés aux comptes 204 en 2006, à la Communauté urbaine. Ainsi, hors impact de la réforme, les dépenses réelles de fonctionnement ont progressé de 1,83 %.

Le montant des reports sur l'exercice 2007 est de 51,886 M€, il était de 28,993 M€ en 2005. Deux dossiers ont fait l'objet de reports importants : d'une part 12,400 M€ au titre de l'indemnisation des professionnels du Marché d'intérêt national (MIN), dans l'attente de la publication de l'arrêté de déclassement. D'autre part, 5,800 M€ relatifs à la reprise intégrale des provisions constituées en 2004 et 2005 dans le cadre du contentieux avec le département du Rhône. Pour mémoire, le litige porte sur la prise en charge par la Communauté urbaine d'avantages acquis par le personnel du service incendie et secours, transféré au Département depuis janvier 1999.

Hors attributions de compensation au titre de la TPU, les principaux postes de dépenses de fonctionnement restent les subventions avec 219,170 M€ détaillées en annexe budgétaire, les charges à caractère général avec 198,519 M€, les charges de personnel avec 162,751 M€.

### **Les subventions**

En 2005, 271,260 M€ avaient été versés dont 83,450 M€ au titre des subventions d'équipement et des participations aux bilans de ZAC. A périmètre constant, les subventions et participations obligatoires progressent de 7,31 %.

Deux types de subventions et participations peuvent être distinguées : les subventions et participations obligatoires ou récurrentes, les subventions liées aux politiques communautaires.

**Les participations obligatoires ou récurrentes** représentent 176,927 M€ en 2006, soit 80,73 % du montant total des subventions.

Le versement au Sytral a été 114,984 M€ en 2006 pour 112,530 M€ en 2005, soit une augmentation de 2,18 %.

La subvention au SDIS (25,089 M€ contre 24,556 M€ en 2005) évolue dans les mêmes proportions.

La participation du budget principal au budget de l'assainissement, pour les travaux relatifs aux eaux pluviales a été de 14,752 M€ (15,693 M€ en 2005). Cette diminution de 5,99 % est liée à l'exonération de TVA des participations inter-budgétaires.

La participation versée au département du Rhône dans le cadre du partage des recettes nettes du périphérique nord enregistre une forte hausse (11,204 M€ en 2006 ; 7,274 M€ en 2005). En effet la participation 2005 a été versée sur la base de 11 mois de recettes 2004 alors qu'en 2006 le calcul s'est opéré sur la base de 14 mois pour comptabiliser le changement de délégataire le 1er janvier 2006.

### **Les subventions liées aux politiques communautaires**

Cette catégorie enregistre une forte baisse liée à la réforme de la M 14, qui a transféré en investissement les subventions d'équipement réalisées en 2006.

La principale affectation des subventions maintenues en section de fonctionnement concerne les participations aux bilans de ZAC, pour un montant total de 16,946 M€ en 2006 (35,575 M€ en 2005), dont 7,176 M€ pour Lyon Confluence et 4,784 M€ pour le quartier de l'Industrie à Vaise.

Les autres domaines concernés sont l'habitat et l'accueil des gens du voyage (4,528 M€), la politique de la ville et le renouvellement urbain (2,464 M€), l'aide au développement économique et international (7,530 M€), l'écologie et le développement durable (2,393 M€).

### **Les charges à caractère général**

Les charges à caractère général correspondent aux dépenses des directions pour assurer les services aux habitants, entretenir et gérer le patrimoine public et privé de la Communauté urbaine.

Les dépenses à caractère général, chapitre 011 de la M 14 ont été mandatées à hauteur de 198,519 M€. Les restes à réaliser sur ce chapitre, reportés sur 2007, sont de 28,337 M€.

L'évolution des charges à caractère général traduit plusieurs facteurs et événements exceptionnels qui expliquent l'augmentation de ce poste, à hauteur de 4,143 M€ (+ 2,13 %).

Le secteur de la propreté est particulièrement concerné, avec une hausse de 7,275 M€ (102,150 M€ réalisés en 2006 pour 94,874 M€ en 2005). La mise aux normes des deux usines engendre des dépenses supplémentaires (+ 6,595 M€), et notamment l'augmentation du coût d'incinération à la tonne des ordures ménagères, refacturé par le concessionnaire de l'usine Lyon nord.

Pour ce qui concerne l'usine Lyon sud, en régie, les dépenses nouvelles concernent la consommation de gaz (0,629 M€), nécessaire au fonctionnement des matériels de traitement des fumées, l'achat de pièces détachées de première urgence, et les contrats de maintenance supplémentaires. Par ailleurs, des prestations imposées par la réglementation, consistant en contrôles et analyses, sont régulièrement réalisés afin de vérifier la conformité des installations.

Les dépenses d'exploitation des déchetteries passent de 9,758 M€ en 2005 à 11,071 M€ en 2006, à la suite de l'ouverture de la déchetterie de Francheville au premier semestre 2006, et au fonctionnement en année pleine de celle de Villeurbanne en 2006.

La volonté d'améliorer la propreté du territoire communautaire et l'accroissement des périmètres d'intervention expliquent la hausse de dépenses telles que la location de corbeilles de propreté, la fourniture d'eau, les véhicules d'intervention rapide.

De façon plus générale, la forte hausse des coefficients de révision des marchés de prestations explique l'augmentation des dépenses de nettoyage, mais également de celles d'enlèvement des ordures ménagères.

Quant au déneigement, les conditions climatiques relativement favorables en 2006 permettent de limiter la dépense de ce poste à 3,774 M€ en 2006.

La hausse de 0,625 M€ du coût des assurances, soit + 36,54 % est directement liée au renouvellement des contrats.

Les dépenses relatives à l'amphithéâtre se sont élevées à 0,745 M€, dont 0,280 M€ au titre des assurances dommage-ouvrage, 0,231 M€ à la suite du protocole transactionnel avec la société Campenon (indemnisation sur le coût de l'acier) et 0,200 M€ de relations publiques. Le remboursement à la Secil, délégataire du palais des Congrès, des deux-tiers des frais de gestion et d'entretien de l'extension de cet équipement durant la phase de pré-exploitation, a représenté 0,296 M€.

L'accueil des quatorze communautés urbaines de France à l'occasion des journées communautaires, les 19 et 20 octobre 2006 au Centre des congrès de la Cité internationale est une manifestation ponctuelle dont les dépenses se sont élevées à 0,275 M€.

Dans le même temps, deux postes importants parmi les dépenses de voirie affichent une nette diminution par rapport à l'exercice 2005.

Il s'agit, d'une part, des travaux d'entretien de la voirie : 6,126 M€ en 2006 contre 7,827 M€ en 2005, soit une baisse de 1,700 M€ (-21,73 %). Un rééquilibrage des dépenses réalisées sur ce poste entre les sections de fonctionnement et d'investissement explique ces chiffres.

Il s'agit, d'autre part, des travaux de réparation du domaine public facturés aux tiers : 5,067 M€ en 2006 contre 6,538 M€ en 2005, soit une diminution de 1,471 M€ (- 22,50 %). Une convention passée le 19 septembre 2005 permet en effet à EDF-GDF d'assurer la maîtrise d'ouvrage ainsi que la maîtrise d'œuvre de la réfection définitive des tranchées réalisées pour la gestion de ses réseaux. Ce nouveau montage évite à la Communauté urbaine de faire l'avance des frais et de gérer la facturation des travaux. Il induit parallèlement une diminution des recettes d'un montant équivalent.

L'entretien des ouvrages d'art augmente quant à lui de 1,494 M€ (1,244 M€ en 2005 pour 2,738 M€ en 2006), des travaux d'entretien et de sécurisation ayant été réalisés sur les ouvrages de Fourvière, de la Croix-Rousse et les trémies de la Part-Dieu.

Des économies ont, par ailleurs, été réalisées par la renégociation des contrats de maintenance des matériels informatiques (- 0,415 M€ en 2006).

En revanche, les dépenses de l'action foncière évoluent de + 21,3 %, notamment à la suite de la mise en place d'un programme de gestion patrimoniale à compter de 2006. Ainsi, la mise aux normes des locations aux particuliers (électricité, chauffage) a généré des dépenses supplémentaires d'entretien et réparation de bâtiments (0,284 M€ en 2005 pour 0,643 M€ en 2006). Ces mises aux normes permettent toutefois de mieux exploiter ce patrimoine, comme en témoigne l'augmentation des recettes de loyers.

Les dépenses relatives aux loyers et charges des immeubles du domaine privé sont directement liées aux nouveaux baux contractés pour les locaux situés Porte sud (+ 1,484 M€). L'acquisition de terrains et tènements industriels en 2005 a engendré des coûts supplémentaires d'entretien des terrains (+ 0,278 M€ en 2006) et de gardiennage (+ 0,403 M€ en 2006).

Les taxes foncières évoluent également, suivant l'augmentation des impôts de 8 %, et l'accroissement du patrimoine.

### ***Les charges de personnel***

Les dépenses de personnel, enregistrées au chapitre 012 de la M 14, s'élèvent à 162,751 M€ pour un nombre d'agents payés au 31 décembre 2006 de 3 948 agents.

L'augmentation de ce poste à hauteur de 6,473 M€ (+ 4,14 %) tient compte des dépenses de personnel de la régie intéressée du BPNL pour un montant de 2,673 M€. Celles-ci étaient auparavant intégrées au marché de prestation. A périmètre constant, la hausse est donc ramenée à + 3,800 M€, soit + 2,43 %.

Par comparaison, en 2006, la moyenne des évolutions des charges de personnel des Communautés urbaines représente + 2,62 %.

Le GVT est le principal facteur d'évolution en 2006, avec, d'une part, le reclassement des catégories C et, d'autre part, le surcoût lié aux avancements de grades et d'échelons.

Les décisions gouvernementales relatives au reclassement des agents de catégorie C sont intervenues en mars 2006, avec effet rétroactif à partir de novembre 2005, soit deux mois supplémentaires à intégrer sur le budget 2006.

Le coût des promotions et avancements de grade décidés en fin d'année 2005 a été pleinement effectif au premier trimestre 2006.

Au total, le GVT aura représenté en 2006 2,624 M€, soit près de 70 % du montant d'évolution du chapitre 012 hors BPNL (3,800 M€). Quant à l'augmentation de la valeur du point de 0,25 %, en masse sur l'année 2006, cela correspond à 0,389 M€, soit 10,23 % de la hausse du chapitre 012.

La masse salariale évolue de + 2,89 %, avec 156,321 M€ réalisés en 2006 contre 151,928 M€ en 2005. Son périmètre diffère du chapitre 012 essentiellement par l'exclusion des dépenses relatives au personnel intérimaire, à l'insertion et aux tickets restaurant, et par l'intégration de certaines dépenses comme les frais de personnel des groupes politiques d'élus et la participation versée aux mutuelles.

De façon générale, les enveloppes masse salariale attribuées par direction dans le cadre des centres de responsabilité ont été respectées, l'équilibre ayant été obtenu par transferts entre directions en cours d'année.

### ***Les atténuations de produits***

Les attributions de compensation reversées aux Communes sont comptabilisées en M 14 comme une réduction de recettes au chapitre 014. Le reversement 2006 évolue de 1,67 % avec 208,401 M€ (204,984 M€ en 2005). La dotation de solidarité communautaire est aussi enregistrée en atténuation de produits. En 2006, elle a représenté 14,821 M€ (14,500 M€ en 2005), soit une augmentation de 2,22 %.

### ***Les frais financiers***

Une hausse des frais financiers de 1,260 M€ environ est constatée par rapport aux réalisations de l'exercice 2005 (30,130 M€ en 2005 contre 31,389 M€ en 2006).

Cette augmentation limitée résulte de plusieurs facteurs :

- l'augmentation de l'encours (capital restant dû) avec l'encaissement dans l'exercice 2005 de 100 M€ d'emprunts à long terme nouveaux, destinés à financer les équipements et qui ont produit des intérêts en 2006,
- la hausse des taux d'intérêts à court terme constatée en 2006 (+ 1 %) qui a affecté essentiellement les emprunts à taux variable et échéance trimestrielle. Cette hausse s'est révélée toutefois plus modérée que celle anticipée par les marchés financiers en fin d'année 2005,
- l'effet des réaménagements de dette et des révisions contractuelles des taux des emprunts intervenus depuis 2004, qui ont contribué à contenir le montant de intérêts de la dette.

Les ICNE (0,316 M€ en 2006) constituent depuis la réforme de la M 14 une charge réelle de fonctionnement. Contribuent à leur variation, l'évolution de l'encours de la dette, qui naturellement fait varier le montant des intérêts à payer, l'évolution des taux d'intérêt des emprunts à taux révisable ainsi que les dates d'encaissement et d'échéance des emprunts.

### **Les mouvements d'ordre**

Les mouvements d'ordre diminuent pour plusieurs raisons, et en particulier à cause de la mise en place de la réforme M 14 au 1er janvier 2006.

Depuis cette date, les subventions d'équipement sont transférées en section d'investissement, et amorties comme les autres immobilisations. Un transfert est ainsi constaté du compte dotations pour charges de fonctionnement à répartir, qui avait représenté 41,372 M€ en 2005, vers le compte dotations aux amortissements, qui passe d'un réalisé de 14,337 M€ en 2005 à 52,238 M€ en 2006. Cette somme intègre en effet les amortissements des subventions d'équipement, pour un montant de 36,562 M€.

Les écritures liées aux cessions foncières enregistrent une baisse de 3,886 M€, soit - 16,46 %.

Aucune dotation pour risques et charges n'a été provisionnée en 2006, contrairement à l'exercice précédent, au cours duquel 3,500 M€ avaient été réalisés au titre du contentieux avec le SDIS.

Le montant inscrit au budget primitif 2006 pour le virement à la section d'investissement était initialement de 106,203 M€. Cette prévision n'est pas mandatée : c'est le résultat issu de l'exercice précédent qui fait l'objet d'une affectation de 167,956 M€ pour combler le déficit d'investissement, par une écriture d'ordre non budgétaire.

Après la présentation en détail des dépenses de fonctionnement par direction et par nature, figure ci-dessous dans le tableau n° 3 :

### **Compte administratif 2006 - budget principal - dépenses de fonctionnement (en €) - tableau n° 3**

<b>Directions</b>	<b>Budget primitif 2006</b>	<b>Prévu 2006</b>	<b>Réalisé 2006</b>	<b>Taux de réal.</b>	<b>Reports</b>
<b>cabinet du président</b>	<b>575 000,00</b>	<b>677 831,36</b>	<b>621 073,34</b>	<b>91,63 %</b>	<b>54 195,09</b>
<b>communication</b>	<b>2 309 000,00</b>	<b>3 225 887,07</b>	<b>2 677 497,85</b>	<b>83,00 %</b>	<b>509 108,13</b>
dont :					
autres matériels et fournitures	45 000,00	38 846,49	37 357,32	96,17 %	1 489,17
location matériel et outillage	0,00	68 028,07	68 028,07	100,00 %	
études diverses	0,00	9 568,00	9 568,00	100,00 %	
documentation	34 000,00	87 509,67	76 244,36	87,13 %	11 265,31
annonces et insertions	585 000,00	984 703,55	872 231,46	88,58 %	105 505,24
foires et expositions	705 000,00	636 407,85	629 639,90	98,94 %	6 767,95
publications		595 060,29	393 479,32	66,12 %	172 654,87
frais d'impression	500 000,00	564 774,37	355 651,31	62,97 %	209 123,06

relations publiques	190 000,00	113 144,16	112 256,13	99,22 %	888,03
frais de réceptions	250 000,00	92 325,62	87 523,03	94,80 %	1 414,50
redevances pour concessions et brevets	0,00	5 510,32	5 510,32	100,00 %	
subv de fonctionnement autres organismes privés	0,00	20 000,00	20 000,00	100,00 %	
intérêts moratoires	0,00	10 008,68	10 008,63	100,00 %	
<b>direction prospective et stratégie financière</b>	<b>2 424 000,00</b>	<b>3 477 062,67</b>	<b>2 418 785,32</b>	<b>69,56 %</b>	<b>784 504,83</b>
actions communication (mobilité durable, Pédibus)	30 000,00	314 266,50	265 230,75	84,40 %	47 956,43
DPSA	684 000,00	1 029 001,93	857 339,48	83,32 %	165 423,08
réseau des villes	85 000,00	585 081,08	134 118,79	22,92 %	225 126,92
projet européen Interact	0,00	6 176,15	1 176,15	19,04 %	0,00
concertation institutionnelle	20 000,00	10 674,73	9 478,73	88,80 %	1 196,00
concertation ingénierie	80 000,00	131 954,15	100 370,99	76,07 %	31 583,16
concertation/conseil développement	100 000,00	22 657,73	16 543,47	73,01 %	6 114,26
espace des temps	100 000,00	87 224,70	32 837,52	37,65 %	52 277,72
Agenda 21-développement durable	225 000,00	178 998,48	78 400,68	43,80 %	98 026,60
Agenda 21-observatoire de l'environnement	80 000,00	96 852,71	91 194,23	94,16 %	5 658,28
Agenda 21-éducation à l'environnement	590 000,00	649 783,94	593 789,60	91,38 %	26 694,34
Lyon 2020	430 000,00	349 390,57	238 304,93	68,21 %	109 448,04
<b>direction générale</b>	<b>20 000,00</b>	<b>104 937,76</b>	<b>29 948,90</b>	<b>28,54 %</b>	<b>20 000,00</b>
DG - mission coordination des services	0,00	64 937,76	29 948,90	46,12 %	
coordination territoriale	20 000,00	20 000,00	0,00	0,00 %	20 000,00
<b>direction des relations internationales</b>	<b>1 109 408,00</b>	<b>1 268 958,29</b>	<b>1 078 007,42</b>	<b>84,95 %</b>	<b>62 570,85</b>
mission internationale	240 000,00	286 652,85	226 190,38	78,91 %	29 089,78
coopération décentralisée	615 000,00	735 036,39	683 719,25	93,02 %	29 189,07
projet européen Proact-Asia urbs	254 408,00	247 269,05	168 097,79	67,98 %	4 292,00
<b>délégation générale aux ressources</b>	<b>5 361 500,00</b>	<b>5 465 379,53</b>	<b>5 006 661,54</b>	<b>91,61 %</b>	<b>143 099,24</b>
dont :					
modernisation de l'intercommunalité / compétences	200 000,00	234 803,60	52 982,80	22,56 %	12 462,32
jours communautaires	340 000,00	292 440,00	275 432,43	94,18 %	17 006,40
forum global city	180 000,00	167 000,00	166 162,05	99,50 %	0,00
biennale d'art contemporain	0,00	50 000,00	50 000,00	100,00 %	0,00
biennale de la danse	2 658 000,00	2 500 000,00	2 494 513,89	99,78 %	0,00
fête du patrimoine	156 000,00	126 174,73	115 601,80	91,62 %	0,00
gestion des biennales	110 000,00	195 781,00	126 426,20	64,58 %	69 047,88
aides aux clubs sportifs	1 637 500,00	1 705 944,59	1 611 210,91	94,45 %	21 500,00
cartographie des processus	80 000,00	49 562,24	48 916,40	98,70 %	645,84
études et conseils	0,00	59 884,80	55 274,80	92,30 %	0,00
<b>mission d'audit et gestions externes</b>	<b>158 849 476,00</b>	<b>166 613 592,01</b>	<b>158 683 561,07</b>	<b>95,24 %</b>	<b>5 939 034,40</b>
gestions externes	158 769 476,00	166 533 592,01	158 683 561,07	95,29 %	5 939 034,40

dont :					
associations du personnel (Ascul, Arlyco, Amitiés communautaires, Ufasec, Gourguillonaise)	349 419,00	463 231,00	394 933,60	85,26 %	10 672,40
subvention Office du tourisme et Bureau des congrès	1 048 000,00	1 048 000,00	1 048 000,00	100,00 %	0,00
participation au SDIS	25 047 109,00	30 888 854,00	25 088 854,00	81,22 %	5 800 000,00
Coparly	173 060,00	372 000,00	371 000,00	99,73 %	0,00
Maison rhodanienne de l'environnement	200 000,00	176 307,00	163 200,00	92,57 %	0,00
adhésions et cotisations	319 672,00	327 872,00	311 139,95	94,90 %	762,00
études	80 000,00	174 961,12	146 427,20	83,69 %	28 428,00
redevances parcs de stationnement sur domaine VNF	899 644,00	914 041,76	895 905,90	98,02 %	14 000,00
Acoucité et Agence locale de l'énergie	424 680,00	468 680,00	460 000,00	98,15 %	0,00
offices HLM et OPAC	6 000 000,00	6 000 000,00	4 268 000,00	71,13 %	0,00
remboursement emprunt Démocratie	100 715,00	100 715,00	100 714,38	100,00 %	0,00
Symalim	972 000,00	1 045 579,00	1 045 579,00	100,00 %	0,00
Smiril	251 300,00	251 300,00	243 918,00	97,06 %	0,00
syndicat des Monts d'Or	204 200,00	215 796,00	215 796,00	100,00 %	0,00
comité social	997 730,00	1 011 973,00	1 011 973,00	100,00 %	0,00
subvention Secil inauguration de la salle 3000	0,00	801 320,00	801 320,00	100,00 %	0,00
Sytral	114 752 000,00	115 014 163,00	114 983 898,00	99,97 %	0,00
Agence d'urbanisme	4 000 000,00	4 100 000,00	4 100 000,00	100,00 %	0,00
RUL (région urbaine de Lyon)	130 444,00	195 616,00	130 344,00	66,63 %	65 172,00
Aderly	1 518 000,00	1 518 000,00	1 518 000,00	100,00 %	0,00
Sepal	1 187 246,00	1 287 246,00	1 287 246,00	100,00 %	0,00
<b>service des assemblées</b>	<b>3 030 380,00</b>	<b>3 169 713,35</b>	<b>3 063 165,01</b>	<b>96,64 %</b>	<b>65 604,79</b>
frais d'impression et d'insertion	140 000,00	148 487,84	145 043,36	97,68 %	3 444,48
fonctionnement des groupes délégués	76 880,00	88 396,17	50 292,96	56,89 %	10 840,76
fonctionnement des pôles	64 000,00	66 013,75	44 985,22	68,15 %	11 339,14
indemnités des élus	2 086 400,00	2 069 649,00	2 069 564,97	100,00 %	0,00
charges patronales des élus	414 100,00	357 087,43	356 053,90	99,71 %	1 023,53
caisse d'allocation de fin de mandat	2 000,00	1 600,00	1 593,89	99,62 %	0,00
frais de missions et réception des élus	140 000,00	182 405,20	158 332,62	86,80 %	21 505,33
frais de formation des élus	100 000,00	246 210,00	230 467,96	93,61 %	14 491,64
<b>délégation parisienne</b>	<b>364 255,00</b>	<b>423 433,82</b>	<b>357 283,25</b>	<b>84,38 %</b>	<b>19 808,66</b>
communication	60 000,00	127 975,52	102 020,00	79,72 %	7 003,14
frais de réception et relations publiques	2 000,00	1 630,13	812,14	49,82 %	758,65
fonctionnement délégation	46 200,00	37 350,90	26 246,95	70,27 %	9 863,47
télécommunications	6 400,00	6 800,00	3 782,08	55,62 %	1 328,11
loyers et charges	223 780,00	223 780,00	222 721,70	99,53 %	0,00
entretien véhicule	25 875,00	25 897,27	1 700,38	6,57 %	855,29

<b>direction affaires juridiques et commande publique</b>	<b>3 230 000,00</b>	<b>15 811 388,33</b>	<b>3 261 628,89</b>	<b>20,63 %</b>	<b>12 485 474,62</b>
dont :					
assurances	2 191 000,00	2 349 715,00	2 334 281,72	99,34 %	
frais d'actes et de contentieux	450 000,00	636 461,79	585 158,52	91,94 %	51 247,49
avocats conseil	465 000,00	332 569,78	281 405,79	84,62 %	33 223,99
annonces légales	9 000,00	9 699,66	6 202,68	63,95 %	
remboursements de frais à d'autres organismes	90 000,00	50 000,00	43 913,78	87,83 %	1 003,14
<b>direction des systèmes d'informat. et de télécom.</b>	<b>5 180 000,00</b>	<b>5 666 569,65</b>	<b>4 744 625,94</b>	<b>83,73 %</b>	<b>460 802,93</b>
dont :					
frais de télécommunications	1 024 000,00	922 730,79	720 528,58	78,09 %	55 512,86
prestations informatiques	2 174 756,00	2 583 487,08	2 215 445,89	85,75 %	167 229,47
contrats de maintenance du matériel	835 695,00	743 645,21	615 538,12	82,77 %	69 798,28
contrats de maintenance des logiciels	913 549,00	1 147 931,59	1 002 895,38	87,37 %	132 886,01
<b>ressources humaines</b>	<b>162 085 530,00</b>	<b>164 124 147,43</b>	<b>162 840 643,57</b>	<b>99,22 %</b>	<b>928 796,60</b>
dont :					
masse salariale	155 317 535,00	156 420 969,43	156 321 494,52	99,94 %	7 255,72
formations hors CNFPT	926 000,00	872 274,90	713 386,18	81,78 %	145 054,10
centre de formation Saint Fons	66 000,00	60 296,58	47 917,88	79,47 %	5 940,70
autres déplacements, frais de mission	233 025,00	344 222,85	294 851,14	85,66 %	19 764,12
colloques et séminaires	22 000,00	41 216,40	33 706,26	81,78 %	3 980,00
frais de représentation	111 547,00	136 747,75	108 365,90	79,25 %	13 918,92
contrats emploi-solidarité, contrats d'apprentissage et emplois ville	393 009,00	314 448,49	292 815,48	93,12 %	21 620,10
frais de recrutement	190 000,00	286 906,09	217 615,52	75,85 %	53 680,46
études et conseil en organisation	145 000,00	261 610,76	169 725,64	64,88 %	34 043,52
communication interne	193 924,00	225 350,56	103 075,07	45,74 %	41 945,83
conditions de travail et médecine du travail	292 250,00	340 846,31	223 806,74	65,66 %	89 556,81
accidents du travail	229 840,00	559 732,42	369 637,43	66,04 %	189 319,31
affaires sociales (dont tickets restaurants)	3 951 500,00	4 219 857,68	3 936 874,58	93,29 %	282 569,19
<b>finances</b>	<b>282 616 527,00</b>	<b>279 878 119,74</b>	<b>272 920 879,20</b>	<b>97,51 %</b>	<b>1 044 635,52</b>
dont :					
contribution eaux pluviales	15 450 000,00	15 450 000,00	14 752 263,13	95,48 %	0,00
dotation de solidarité	14 500 000,00	14 821 297,00	14 821 297,00	100,00 %	0,00
attributions de compensations versées (TPU)	212 075 000,00	208 401 228,00	208 401 228,00	100,00 %	0,00
intérêts de la dette LT	36 098 861,00	36 152 676,21	31 389 454,75	86,82 %	637 732,76
intérêts courus non échus	0,00	316 298,00	316 298,00	100,00 %	0,00
ligne de trésorerie	1 280 000,00	1 280 000,00	583 220,37	45,56 %	0,00
sureté budgétaire	215 827,00	96 846,21	0,00	0,00 %	0,00
subvention d'équilibre au budget 5 - restaurant	1 571 873,00	1 571 873,00	1 427 538,87	90,82 %	0,00
impôts indirects (TVA sur recettes assujetties)	1 200 000,00	1 462 627,00	1 085 290,00	74,20 %	372 424,00

<b>Eau</b>	<b>757 000,00</b>	<b>916 389,97</b>	<b>890 924,19</b>	<b>97,22 %</b>	<b>1 862,12</b>
hydrants	455 500,00	583 928,69	568 556,50	97,37 %	1 759,03
bassins	301 500,00	332 461,28	322 367,69	96,96 %	103,09
<b>logistique et bâtiments</b>	<b>16 122 720,00</b>	<b>19 645 040,33</b>	<b>15 442 154,64</b>	<b>78,61 %</b>	<b>3 003 335,71</b>
dont :					
fournitures administratives	264 960,00	312 067,81	226 739,70	72,66 %	55 312,24
frais d'affranchissement	435 250,00	542 123,53	385 929,31	71,19 %	3 115,78
fournitures petits matériel et équipement	424 800,00	541 547,19	462 661,62	85,43 %	66 593,77
location de matériel	422 870,00	496 626,01	211 294,36	42,55 %	216 394,70
documentation	171 000,00	216 763,14	184 946,20	85,32 %	21 997,26
épicerie et vêtements du travail	1 049 000,00	1 261 692,34	1 151 663,95	91,28 %	83 769,00
ateliers de Vaulx en Velin	506 000,00	643 810,44	553 314,42	85,94 %	63 211,03
reprographie et frais d'impression	790 500,00	928 568,92	669 094,53	72,06 %	184 646,21
cimetières communautaires	429 700,00	948 861,17	557 124,08	58,72 %	300 754,19
centre d'échanges Lyon-Perrache	2 843 400,00	3 478 325,76	3 210 432,68	92,30 %	211 984,36
contrats de maintenance du matériel	366 500,00	436 314,76	195 802,03	44,88 %	225 213,04
entretien des terrains	599 500,00	649 536,66	587 436,28	90,44 %	59 275,71
gardienage-nettoyage des locaux	1 170 500,00	1 222 073,86	1 049 475,96	85,88 %	11 276,47
entretien des bâtiments	667 250,00	1 392 336,06	941 030,66	67,59 %	304 405,22
entretien hôtel de communauté	1 611 650,00	1 804 088,58	1 368 079,32	75,83 %	292 000,50
carburant véhicules légers	1 127 700,00	1 412 700,00	1 175 382,10	85,88 %	237 317,89
fournitures pour entretien des véhicules légers	431 650,00	467 470,00	437 868,66	75,83 %	29 596,51
eau gaz électricité combustibles du domaine affecté	1 924 760,00	2 068 677,90	1 612 398,54	75,83 %	206 326,50
<b>propreté</b>	<b>100 506 345,00</b>	<b>114 130 671,31</b>	<b>102 149 749,59</b>	<b>89,50 %</b>	<b>10 917 864,85</b>
dont :					
usine d'incinération Lyon-sud	6 930 685,00	7 695 794,87	6 570 882,68	85,38 %	1 065 671,50
usine d'incinération Lyon-nord	19 348 000,00	20 149 743,06	19 085 517,18	94,72 %	1 061 623,46
délestage des OM	1 548 900,00	3 316 953,95	3 069 052,73	92,53 %	247 792,81
collecte sélective-exploitation des centres de tri	8 464 789,00	9 597 322,23	8 640 185,95	90,03 %	921 787,88
autres dépenses collecte sélective	2 900 752,00	2 875 110,64	2 447 323,47	85,12 %	190 462,79
exploitation des déchetteries	14 004 222,00	12 722 212,23	11 071 377,36	87,02 %	1 633 374,71
exploitation des centres d'enfouissement	887 000,00	960 530,22	849 710,42	88,46 %	110 819,80
enlèvement des ordures ménagères (entreprises)	14 454 413,00	17 013 980,97	15 610 698,62	91,75 %	1 402 924,84
personnel intérimaire	1 152 126,00	1 089 231,05	870 508,79	79,92 %	218 721,49
location de matériel	650 000,00	257 338,81	241 334,44	93,78 %	16 002,58
fournitures et petits équipements	758 328,00	690 480,80	672 233,98	97,36 %	72 050,53
entretien bouches de lavage	956 000,00	942 678,21	902 620,68	95,75 %	38 929,92
eau	799 000,00	1 410 745,48	906 814,10	64,28 %	0,00
nettoisement des voiries et marchés forains	6 221 768,00	6 742 482,42	6 188 892,27	91,79 %	551 362,88
déneigement des voiries	1 365 000,00	4 617 994,21	3 774 533,80	81,74 %	843 434,39
nettoisement des bas-ports et trémies	388 446,00	316 425,66	290 258,45	91,73 %	26 113,60
lavage des trottoirs	4 120 000,00	5 230 897,82	4 762 437,59	91,04 %	467 962,68
véhicules d'intervention rapide	4 314 879,00	5 174 372,22	4 716 066,75	91,14 %	457 088,26

désherbage et fauchage	2 100 575,00	2 151 428,70	2 087 932,41	97,05 %	63 396,22
nettoyage exceptionnel	1 062 456,00	1 475 856,58	1 201 920,98	81,44 %	273 922,24
vidage des corbeilles et sites DSQ	2 530 911,00	2 898 449,82	2 666 174,86	91,99 %	231 791,32
gestion du parc automobile	4 011 010,00	5 065 962,89	4 380 974,88	86,48 %	680 989,27
administration / communication (hors collecte sélective)	348 000,00	349 347,03	177 656,79	50,85 %	53 853,60
logistique	141 000,00	26 027,87	21 832,38	83,88 %	3 445,31
études	270 000,00	180 188,64	157 585,62	87,46 %	22 119,52
<b>voirie</b>	<b>52 874 898,00</b>	<b>58 134 685,94</b>	<b>51 893 684,23</b>	<b>89,26 %</b>	<b>5 648 643,63</b>
dont :					
études	1 046 400,00	270 753,02	234 190,64	86,50 %	36 562,13
fournitures de voirie	2 768 400,00	3 093 247,34	2 005 937,18	64,85 %	1 087 309,11
contrats de maintenance du matériel	1 233 000,00	1 109 185,40	954 557,27	86,06 %	154 175,26
travaux d'entretien de la voirie	10 000 000,00	6 650 702,21	6 126 095,41	92,11 %	518 180,52
travaux d'entretien des trottoirs	5 000 000,00	5 280 580,57	4 997 678,46	94,64 %	282 756,98
entretien des arbres	2 623 000,00	3 334 498,56	3 207 643,50	96,20 %	126 855,06
travaux d'entretien des ouvrages d'art	2 118 000,00	3 323 584,99	2 738 281,96	82,39 %	463 739,69
signalisation lumineuse	1 035 000,00	5 805 261,84	5 154 714,66	88,79 %	538 950,78
nettoyage du mobilier urbain	0,00	54 983,40	54 983,40	100,00 %	0,00
réparation du domaine public (travaux de réfection des tranchées)	6 000 000,00	5 515 423,74	5 066 903,95	91,87 %	342 474,92
entretien autres biens immobiliers	50 000,00	1 115 428,62	1 086 560,20	97,41 %	122 087,12
exploitation du TNP	11 706 000,00	10 842 219,69	8 641 934,46	79,71 %	1 942 340,20
versement des recettes de péages du TNP au département du Rhône	7 118 282,00	11 203 553,13	11 203 553,13	100,00 %	0,00
réseau mutualisé de télécommunication	255 000,00	267 667,80	225 847,95	84,38 %	2 000,00
<b>grands projets</b>	<b>1 334 000,00</b>	<b>1 235 407,43</b>	<b>1 004 859,55</b>	<b>81,34 %</b>	<b>1 205,20</b>
dont :					
Cité internationale-salle 3000	1 139 000,00	994 527,31	744 756,19	74,89 %	
indemnité contentieux trémie Vivier-Merle	0,00	95 680,00	95 680,00	100,00 %	
viaduc Mermoz Lyon 8°	20 000,00	11 601,20	10 405,20	89,69 %	
pont Schuman Lyon 9°	30 000,00	32 569,36	32 569,36	100,00 %	
travaux dans locaux de concertation	0,00	97 603,63	97 603,63	100,00 %	
<b>développement urbain</b>	<b>30 488 671,00</b>	<b>37 163 469,41</b>	<b>29 987 860,65</b>	<b>80,69 %</b>	<b>6 187 607,24</b>
dont :					
mission habitat	3 238 648,00	4 250 373,18	2 672 124,35	62,87 %	1 448 240,04
DSU	4 530 000,00	6 392 956,82	4 547 252,22	71,13 %	1 700 630,75
urbanisme appliqué	170 000,00	231 468,25	157 162,05	67,90 %	48 400,88
mission écologie	1 550 000,00	2 518 692,29	1 297 533,40	51,52 %	1 015 677,57
espaces publics	430 000,00	202 800,72	146 573,50	72,27 %	50 178,66
déplacements urbains	661 667,00	1 059 440,67	689 141,00	65,05 %	290 883,44
urbanisme territorial	951 000,00	1 563 766,74	846 939,22	54,16 %	660 614,74
mission Gerland	205 000,00	182 551,29	128 703,51	70,50 %	44 252,00
mission Part-Dieu	70 000,00	25 360,98	8 059,89	31,78 %	0,00

mission pentes Croix-Rousse	140 000,00	87 474,19	43 604,90	49,85 %	19 136,00
mission Vaise (hors bilans de ZAC)	250 000,00	273 118,39	139 872,60	51,21 %	82 998,80
mission territoriale Porte des Alpes (hors bilans de ZAC)	329 740,00	213 781,91	95 935,25	44,88 %	104 100,04
mission territoriale Techlid	50 000,00	76 362,90	10 202,85	13,36 %	48 829,09
mission territoriale Lyon 8°	85 000,00	122 884,26	98 749,71	80,36 %	
pôle de loisirs	445 000,00	606 907,29	369 789,73	60,93 %	220 781,60
urbanisme opérationnel - bilans de ZAC	<b>16 322 616,00</b>	<b>16 678 867,58</b>	<b>16 678 614,73</b>	<b>100,00 %</b>	<b>199 291,05</b>
dont :					
Lyon Confluence	7 176 000,00	7 176 000,00	7 176 000,00		
Saint Priest Long de feuilly	1 938 716,00	1 938 716,00	1 938 716,00	100,00 %	
Lyon 9° Quartier de l'industrie	4 784 000,00	4 784 000,00	4 784 000,00	100,00 %	
Lyon 6° Cité Internationale	119 600,00	119 600,00	119 600,00	100,00 %	
Mions centre	604 662,00	604 661,40	604 661,40	100,00 %	
Vaulx en Velin ZAC du Centre-Ville	1 459 727,00	1 459 726,37	1 459 726,37	100,00 %	
Bron ZAC des Jardins du Fort	0,00	350 000,00	350 000,00	100,00 %	
Décines Charpieu lot. les Pivolles	0,00	18 000,00	18 000,00	100,00 %	
Oullins secteur Narcisse Bertholley	227 911,00	227 910,96	227 910,96	100,00 %	
autre urbanisme opérationnel	340 000,00	399 838,16	165 450,90	41,38 %	199 038,20
<b>affaires économiques et internationales</b>	<b>12 251 081,00</b>	<b>13 485 910,15</b>	<b>10 266 189,55</b>	<b>76,13 %</b>	<b>2 787 876,80</b>
dont :					
forum mondial sciences de vie Biovision	465 000,00	232 500,00	232 500,00	100,00 %	232 500,00
filière sciences de la vie	457 000,00	318 120,79	228 320,08	71,77 %	69 174,74
filières industrielles et tertiaires et autres filières	645 000,00	219 891,65	174 250,61	79,24 %	37 382,38
RPZI transversales	145 000,00	116 590,40	100 946,72	86,58 %	15 643,68
Pic Equal Pacerel projet européen	0,00	40 642,00	40 642,00	100,00 %	3 800,00
Lyon 7° implantation OMS	280 000,00	257 206,17	253 867,19	98,70 %	0,00
immobilier dédié - accueil aux jeunes entreprises	235 612,00	235 612,00	235 612,00	100,00 %	0,00
pépinière Bio-Chateaubriand	0,00	9 628,50	9 628,50	100,00 %	0,00
Novacité pépinière Tony Garnier	777 400,00	777 400,00	777 400,00	100,00 %	0,00
actions économiques transversales	62 000,00	78 991,52	62 258,79	78,82 %	13 747,54
développer l'entrepreneuriat	1 391 959,00	1 446 855,94	1 108 440,95	76,61 %	281 494,44
animer les réseaux	80 000,00	306 953,85	171 624,35	55,91 %	105 248,00
animer les sites technopolitains	265 000,00	306 800,00	208 800,00	68,06 %	98 000,00
développer l'innovation-démarche technopolitaine	200 000,00	289 093,81	231 135,65	79,95 %	57 946,20
urbanisme commercial	267 700,00	264 987,00	251 732,39	95,00 %	214,32
mode création	1 233 000,00	1 412 665,58	916 943,45	64,91 %	430 206,01
promotion et attractivité	650 000,00	697 991,90	576 783,86	82,63 %	28 516,12
diffuser les TIC	340 000,00	306 800,00	330 109,90	107,60 %	60 000,00
actions de développement de l'agglomération	200 000,00	46 800,00	46 800,00	100,00 %	250 000,00
schéma de développement économique (numérique)	321 000,00	487 554,50	419 954,50	86,13 %	67 600,00
cancéropole	1 112 000,00	760 200,00	760 200,00	100,00 %	572 800,00
animer les contrats territoriaux	721 300,00	724 089,38	586 262,54	80,97 %	266 878,78
pôle santé la Buire	1 439 110,00	1 438 788,00	1 438 788,00	100,00 %	0,00

soutien aux éco-acteurs	55 000,00	91 640,00	91 640,00	100,00 %	10 660,00
animation événementielle	100 000,00	99 033,43	11 122,80	11,23 %	31 227,56
portail économique	190 000,00	213 224,00	213 224,00	100,00 %	36 555,23
forum social	600 000,00	580 050,00	580 050,00	100,00 %	120 000,00
<b>action foncière</b>	<b>12 204 080,00</b>	<b>13 332 127,37</b>	<b>12 121 392,87</b>	<b>90,92 %</b>	<b>820 065,60</b>
dont :					
loyers des immeubles du domaine privé	2 210 580,00	2 513 957,57	2 513 860,49	100,00 %	0,00
charges des immeubles du domaine privé	738 500,00	840 091,41	838 161,25	99,77 %	0,00
loyers et charges des terrains	190 000,00	157 723,13	155 173,81	98,38 %	0,00
charges de copropriétés	1 400 000,00	1 245 958,51	1 238 677,08	99,42 %	0,00
entretien des terrains	620 000,00	937 094,33	859 037,15	91,67 %	77 632,46
entretien et réparation des bâtiments	710 000,00	802 774,70	642 790,41	80,07 %	147 944,63
études et recherches	700 000,00	301 585,02	140 204,71	46,49 %	149 300,27
rémunérations Safer, Otif et régisseurs d'immeubles	120 000,00	141 080,88	141 080,88	100,00 %	0,00
honoraires	100 000,00	131 086,43	68 029,47	51,90 %	54 332,19
frais d'actes et contentieux	80 000,00	119 325,06	96 596,76	80,95 %	17 046,00
frais de gardiennage	50 000,00	406 559,23	404 865,97	99,58 %	0,00
location matériel et outillage	100 000,00	222 763,45	189 413,12	85,03 %	10 887,18
frais de nettoyage des locaux	90 000,00	108 670,45	70 913,72	65,26 %	36 452,15
taxes foncières	2 377 000,00	2 499 399,79	2 497 806,33	99,94 %	308,14
taxe sur les logements vacants	10 000,00	10 000,00	3 980,00	39,80 %	0,00
versement de la quote-part du loyer Euronews	230 000,00	235 550,00	235 516,76	99,99 %	33,24
indemnités d'éviction	500 000,00	196 264,57	190 211,22	96,92 %	0,00
domaine privé démolitions	1 800 000,00	2 246 013,61	1 666 312,75	74,19 %	318 823,52
<b>total mouvements réels - dépenses</b>	<b>853 693 871,00</b>	<b>907 950 722,92</b>	<b>841 460 576,57</b>	<b>92,68 %</b>	<b>51 886 096,81</b>
<b>mouvements d'ordre</b>	<b>158 658 328,00</b>	<b>142 558 693,30</b>	<b>76 782 729,58</b>	<b>53,86 %</b>	<b>0,00</b>
dotations charges de fonctionnement à répartir	37 846 077,00	0,00	0,00		
dotations charges financières à répartir	269 030,00	269 030,00	269 029,91	100,00 %	
dotations aux amortissements	14 340 221,00	52 407 567,00	52 237 691,60	99,68 %	
cessions foncières plus-values	0,00	0,00	4 558 215,76		
cessions foncières sorties patrimoniales	0,00	0,00	19 717 792,31		
virement à l'investissement	106 203 000,00	89 882 096,30	0,00	0,00 %	
<b>total dépenses de fonctionnement</b>	<b>1 012 352 199,00</b>	<b>1 050 509 416,22</b>	<b>918 243 306,15</b>	<b>87,41 %</b>	<b>51 886 096,81</b>

## II - Section d'investissement

### Évolution des crédits ouverts

A la clôture 2006, la section d'investissement comptabilise une prévision totale de dépenses de 613,851 M€ et de 788,313 M€ de recettes, compte tenu de l'impact des cessions d'actifs sur le chapitre 024. Le budget initial s'établissait à 503,697 M€, soit une évolution des inscriptions de 21,8 % en dépenses (110,155 M€) et de 56,5 % en recettes (284,616 M€).

Ces évolutions enregistrent les ouvertures de crédits supplémentaires pour ordre, relatives aux cessions foncières consenties en paiement échelonné (5,904 M€ exclusivement en dépenses) et les mouvements consacrés à l'activité congrès de la Cité internationale de Lyon à savoir, la remise par la ville de Lyon de l'ancien palais des Congrès pour 60 M€ et les écritures pour la TVA à récupérer auprès du délégataire sur les travaux de construction de la salle 3000 et du parking. Pour ce point, les crédits sont augmentés en dépenses et en recettes pour ordre de 21,515 M€, et pour la même somme en recette réelle.

Pour les autres mouvements réels, une renégociation d'emprunt long terme a abouti à une opération de réaménagement de 4,123 M€. Les lignes budgétaires relatives aux subventions d'équipement pour les budgets annexes, le restaurant pour le financement des investissements et l'assainissement pour les travaux de recueillis des eaux pluviales, ont été également augmentées de 7,603 M€ dans l'exercice.

En recette, l'affectation de l'excédent de fonctionnement capitalisée a généré une prévision supplémentaire de 167,956 M€. Le produit des amendes de police a dû être réévalué de 8,14 M€ supplémentaires.

### **Résultats globaux**

Les mandatements 2006 ont atteint 562,634 M€ avec 54,828 M€ de subventions d'équipement dont 51,959 M€ effectivement versées ou équivalent à des soultes foncières non encaissées (mouvements réels). Les écritures pour ordre représentent 88,339 M€, 15,7 % de l'exécution. Le taux de consommation s'élève à 91,66 %.

Hors le chapitre 204 subventions d'équipement qui, avant 2006, était une charge de fonctionnement, les dépenses 2006 pour 507,806 M€ sont maintenues au niveau de 2005 (505,74 M€). A périmètre comptable identique, la réalisation de la programmation pluriannuelle d'investissement (PPI) progresse de 67 M€ entre 2005 (313,969 M€) et 2006 (381,256 M€) toutes écritures comptables confondues.

Les titres émis dans l'exercice correspondent à 622,811 M€, c'est-à-dire 79,04 % des crédits ouverts. Le résultat 2005 s'établissait à 500,332 M€. Ce sont notamment les effets conjugués d'un tassement des recettes réelles de la PPI (- 16,8 M€), d'une augmentation des écritures d'ordre opérationnelles (60 M€ pour l'intégration du palais des Congrès à Lyon 6°), d'un programme d'emprunts porté à 213 M€ contre 135 M€ en 2005 qui conduisent à constater une progression des titres émis en 2006 de 122 M€.

Le résultat de l'exercice 2006 est excédentaire de 60,176 M€. Avec le résultat reporté de - 195,056 M€, le déficit atteint 134,878 M€ en résultat de clôture 2006.

### **Le périmètre de la programmation pluriannuelle d'investissement**

Au budget primitif, les crédits de paiement réservés aux autorisations de programme de la programmation pluriannuelle ont été arrêtés en charge nette à la somme totale de 340,6 M€.

En fin d'année 2006, la charge nette pour ce périmètre s'établit à 286,13 M€, soit 427,047 M€ en dépenses et 140,910 M€ en recettes.

#### *a) - les dépenses*

Les dépenses de la programmation constituent 75,9 % du total des dépenses exécutées. Avec 427 M€, elles sont réalisées à hauteur de 88,91 % des crédits ouverts (480 M€).

Sans les écritures d'annulations de mandats (0,100 M€), les paiements effectifs de prestations ont représentés 342,713 M€. Sur ce total, 259,525 M€ correspondent à l'achat ou l'installation d'équipements et à la réalisation d'ouvrages communautaires. Il s'agit :

- des frais d'études et frais d'insertion, des frais d'élaboration, de modification et de révisions du plan local d'urbanisme (0,820 M€),

- des achats de logiciels et prestations informatiques (1,990 M€),

- des acquisitions de terrains et de divers bâtiments (47,988 M€) : elles comprennent notamment les actions de réserves foncières dédiées au logement social (19,688 M€) et pour les autres politiques (9,541 M€), complétées des opérations de renouvellement urbain (ORU) de Saint Priest centre engagées sur la copropriété des Alpes (1,864 M€), et celles pour la recomposition de l'ensemble commercial et immobilier dans le quartier du Terrailon à Bron (4,196 M€),

- des plantations d'arbres d'alignement (4,690 M€) et des équipements de voirie (45,706 M€) c'est-à-dire des travaux immobilisés définitivement, de la signalisation lumineuse et du mobilier urbain. Les interventions pour le déploiement sur l'agglomération du système de régulation du trafic Criter ont générées encore en 2006 des paiements significatifs pour 2,198 M€,

- des réseaux divers (1,261 M€), matériels techniques, mobiliers, matériels de bureau et informatique (5,343 M€). Sont comptabilisés les achats de gros matériels pour les installations de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Lyon sud (0,673 M€), les dépenses relatives à la collecte des déchets et au nettoyage (bacs verres, silos enterrés, corbeilles et divers équipements) (1,122 M€), l'équipement en mobiliers de la salle 3000 à Lyon 6° (0,962 M€),

- du parc automobiles : véhicules lourds des services urbains de la voirie et de la propreté, véhicules utilitaires et véhicules légers commandés en 2005 (4,557 M€). En plus du programme de renouvellement, une part des crédits a été mobilisée pour l'achat d'un équipement benne grue et d'un fourgon (0,184 M€),

- des travaux et aménagements de terrains (147,165 M€). Quelques opérations importantes de l'exercice peuvent être signalées ci après :

. 25,498 M€ ont été dépensés pour la construction à Lyon 6° de la salle 3000 et du parking (25,063 M€) et pour la requalification des voiries adjacentes au pont Poincaré (0,435 M€),

. les aménagements des bas-ports de la rive gauche du Rhône ont mobilisé 18,369 M€ en plus des ouvrages pour la ville de Lyon financés à hauteur de 7,078 M€. Aux abords des berges, les travaux sur les voiries et les places Jutard et Raspail ont été payés pour 2,533 M€,

- sur l'ensemble des crédits consommés pour les opérations d'accompagnement du tramway, 5,227 M€ l'ont été pour la ligne T 3, 1,379 M€ pour le prolongement de la ligne 1 quartier Montrochet à Lyon 2°. 6,233 M€ ont été dépensés pour les ouvrages d'art de l'agglomération (tunnels, trémies routières, ponts et murs de soutènement). La moitié des mandatements concernent les actions de rénovation et de sécurisation des tunnels de Fourvière et de la Croix-Rousse (3,622 M€),

. la modernisation des installations de l'usine d'incinération Lyon-sud et le programme de gros entretien ont constitué un poste travaux de 10,110 M€ pour l'année écoulée,

- d'avances de trésorerie et d'avances forfaitaires sur marchés pour 7,082 M€, somme à rapprocher du montant des régularisations d'écritures réalisées pour 5,614 M€ en recettes.

Ainsi les dépenses d'équipement hors avances (chapitres 20, 21 et 23) s'établissent à 259,525 M€, soit 75,71 % des dépenses réelles de la PPI (342,813 M€).

La Communauté urbaine a apporté son concours à des grands équipements d'agglomération pour 42,921 M€ dont les plus significatifs concernent :

- le chapitre subvention d'équipement versée constitue 12,5 % des dépenses réelles du périmètre de la programmation,

- le financement d'ouvrages d'art ferrés pour Réseau ferré de France dans le cadre du projet Confluence à Lyon 2°, soit 11,840 M€,

- le plan hospitalier des Hospices civils de Lyon et le projet Cancéropôle qui ont bénéficié respectivement de 6,350 M€ et 2 M€,

- l'extension de centre de maintenance TGV de la Guillotière à Lyon 7° pour lequel 4 M€ ont été versés,

- pour 3,750 M€ l'équivalent d'une soulte que la Communauté urbaine a renoncé à encaisser dans le cadre d'une cession à l'Etat d'un terrain situé à Lyon 7°.

En 2006, 5,904 M€ ont été enregistrés en immobilisation financière, chapitre 27 : il s'agit de créances à recouvrer au titre de ventes foncières consenties avec un règlement fractionné de leur prix.

Les mouvements réels retracent également le paiement de prestations, confiées en mandats, par des tiers publics, en particulier les Communes membres. Les ouvrages réalisés ont représenté un décaissement total de 27,243 M€. Les fonds versés par les tiers bénéficiaires à la Communauté urbaine s'établissaient à 16,448 M€. Globalement, le portage financier de ces opérations s'est élevé à 10,795 M€ pour l'année.

Les écritures pour ordre identifiées pour des opérations de la programmation pluriannuelle d'investissement sont exceptionnellement portées à 84,234 M€ contre 3,048 M€ en 2005. Hors les mouvements précités pour le palais des Congrès de la Cité internationale à Lyon 6°, le niveau de mandatement des postes récurrents (immobilisation des frais d'études, enregistrement des cessions gratuites de biens meubles et immeubles...) a peu progressé par rapport à 2005 (4,032 M€).

Les dépenses de la programmation pluriannuelle de 2002 à 2006 atteignent 1 383 M€. 1 272 M€ correspondent à des mouvements réels, soit 92 % du total réalisé sur la période. A l'exclusion des avances (compte 238), des annulations de titres sur exercices antérieurs et de l'intégration de réseaux reçus en affectation (réseau mutualisé de télécommunication), ce montant est ramené à 1 217 M€.

Y figurent pour 1 011 M€ la réalisation d'équipements communautaires, pour 145 M€ des investissements pour le compte de tiers, soit 10,5 % du réalisé total. Les recettes portées sur ces chapitres 458 ont été encaissées à hauteur de 125 M€ sur la période, soit un financement par la Communauté urbaine de 19 M€. L'annulation de titres de recette émis sur les exercices antérieurs totalise 7,037 M€ d'écritures supplémentaires.

#### *b) - les recettes*

Les recettes de la programmation pluriannuelle ont atteint 140,910 M€ en 2006, avec une prédominance des écritures d'ordre réalisées à hauteur de 103,951 M€. Elles financent 33 % des dépenses opérationnelles.

Avec 36,958 M€, les recettes réelles sont réalisées à concurrence de 50 % de la prévision ouverte (73,420 M€). Le recul constaté par rapport au résultat 2005 (60,555 M€) est le fait d'une baisse des encaissements sur les chapitres réservés aux mandats de travaux (4582). Ils sont portés à 16,448 M€ en 2006, soit - 23 M€ par rapport à l'année précédente. Il convient de signaler que les acquisitions de biens fonciers pour le compte des Communes et les recettes y afférentes ont été limitées à 7,9 M€ contre 18,2 M€ en 2005.

Le produit des subventions d'équipement reçues reste stable avec une émission totale de 10,204 M€. Il finance 4 % des dépenses d'équipements de l'exercice (259,525 M€). Quelques participations peuvent être retenues au titre de l'exercice 2006 :

- l'Etat est un important financeur de l'opération de rénovation du tunnel sous Fourvière avec un appel de fonds de 2,317 M€,

- le syndicat mixte des transports pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise l'est également pour d'autres opérations (1,356 M€) : le programme des petits aménagements de voirie (PAV) pour le compte du Sytral a généré une recette de 1,199 M€ complétée par une aide spécifique pour les déplacements de mobiliers urbains conditionnés par les opérations du tramway (0,157 M€).

- les délégations à la pierre en faveur du logement social sont subventionnées pour 2,266 M€ par l'Etat et la région Rhône-Alpes, les subventions versées dans l'exercice par la Communauté pour cet objet portent sur une somme totale de 0,659 M€.

Le montant des annuités reçues, au chapitre 27, pour des cessions foncières accordées en paiement échelonné est de 2,639 M€.

La régularisation des avances de trésorerie et des avances forfaitaires sur marchés a été réalisée à hauteur de 5,614 M€.

L'annulation de mandats émis sur exercices antérieurs a conduit à l'émission de titres pour la somme totale de 2,053 M€ ; ils représentent 5,6 % des recettes réelles (36,958 M€).

Les écritures opérationnelles en mouvements d'ordre reprennent pour 103,951 M€ les valeurs des acquisitions foncières reçues à titre gratuit (60,966 M€), des biens cédés gratuitement (2,869 M€) vendus ou échangés (19,718 M€) ; la TVA à récupérer sur des immobilisations objet d'une délégation (20,253 M€) ; enfin l'immobilisation d'une partie des frais d'études réalisées en 2005 (0,145 M€).

Pour la période 2002-2006, les recettes opérationnelles de la programmation pluriannuelle constatées aux comptes administratifs ont représenté 477,403 M€ dont 250,375 M€ en mouvements réels et 227,028 M€ en mouvements pour ordre.

Les subventions d'équipement reçues (44,809 M€) ont couvert 4,43 % des dépenses d'équipement (1 010 M€). La part des recettes pour les mandats de travaux et foncier confiés à la Communauté urbaine a été de 125 M€. Au regard des dépenses de même nature payées, le portage de la collectivité s'est élevé à 19 M€.

Les annulations d'écritures émises sur exercices antérieurs ont atteint 13,123 M€ sur ces cinq années, soit 5 % du total des recettes réelles. Corrigées de ces régularisations et des titres sur les comptes d'avances (53,445 M€ au total), les recettes réelles s'établissent à 183,807 M€ pour des dépenses réelles comparables de 1 217,107 M€.

### **Les opérations annuelles hors PPI (en dépenses et en recettes)**

Les mandatements sur opérations annuelles comptabilisent 4,049 M€ de mouvements réels dont 3,951 M€ dépensés pour poursuivre l'immobilisation des réseaux de chaud et froid urbain après la fin de la concession avec la société Proidth. Avec les écritures 2005, ces biens ont fait l'objet d'une intégration pour 20,205 M€.

Les titres émis pour des cautions reçues (0,010 M€) correspondent également à des recettes réelles.

### **Les mouvements financiers**

#### *a) - les dépenses*

Ils s'établissent à 131,527 M€, c'est-à-dire 23 % des dépenses de l'exercice (562,634 M€). Avec 127,422 M€, les mouvements réels retracent pour l'essentiel :

- le remboursement du capital de la dette pour 112,563 M€ avec une opération de remboursement anticipé de 4,123 M€ objet d'un refinancement pour le même montant en recette. L'encours de la dette représente, en fin d'année 2006, 955,916 M€,

- les subventions versées aux budgets annexes qui, depuis le 1er janvier 2006, s'imputent à la section d'investissement, soit 9,038 M€. La part financée des travaux pour le recueil des eaux pluviales, mieux identifiée dans les opérations, est chaque année en progression ; pour 2006, elle atteint 8,884 M€ (en 2005, 3,659 M€, en 2004, 2,217 M€),

- les reversements pour un huitième du produit de la taxe locale d'équipement (TLE) aux Communes, soit 1,274 M€, et à la ville de Villeurbanne pour une partie le fonds de compensation de la TVA sur les dépenses pour la construction de l'école nationale supérieure des lettres à Lyon 7° (0,047 M€).

4,105 M€ sont réalisés en mouvements pour ordre au chapitre globalisé retraçant les écritures entre les deux sections du budget. Ce chapitre identifie le montant des moins-values de cessions d'actifs (biens meubles et immeubles) correspondant aux transactions de l'exercice, soit 3,681 M€ ainsi que les amortissements des subventions d'équipement reçues dont l'annuité représente 0,424 M€.

#### *b) - les recettes*

481,891 M€ composent les recettes financières, c'est-à-dire 68 % de la réalisation 2006 (622,811 M€).

L'essentiel est constitué de titres réelles pour 424,825 M€, c'est-à-dire 87 % de la prévision ouverte (484,726 M€).

L'affectation de l'excédent de fonctionnement à la résorption du déficit de la section, opération semi-budgétaire retracée au sein d'un chapitre réel depuis la réforme de l'instruction, a été constatée pour 167,956 M€.

Le mandatement soutenu sur le périmètre de la programmation pluriannuelle, la prise en charge des subventions d'équipement sur la section ont conduit à contracter des emprunts nouveaux à hauteur de 174,258 M€ à long terme et 35 M€ à court terme. 4,123 M€ figurent également pour l'opération de réaménagement de la dette menée dans l'année.

Les dépenses 2004 éligibles au FC TVA et la TLE génèrent une recette de 26,515 M€. Autre ressource pour la Communauté urbaine, le produit des amendes de police a atteint 16,614 M€, soit le double de la prévision initialement voté au budget primitif (8,500 M€).

Le chapitre 024 produits des cessions, chapitre sans exécution, ouvert pour 12 M€ au budget primitif 2006 affiche une prévision négative de - 8,594 M€ : elle est la conséquence du dépassement du programme de cessions initialement prévu ou de prix de vente revus en hausse pour certaines transactions.

57,065 M€ sont des opérations d'ordre de transfert entre section.

L'annuité pour les amortissements des immobilisations atteint 52,238 M€ en 2006 ; elle comprend l'étalement des subventions d'équipement versées antérieurement en section de fonctionnement et repris au 1er janvier 2006 sur les comptes 28 et 68, soit 36,562 M€. A périmètre comparable, charges à étaler et amortissement d'immobilisations représentaient, en 2005, 55,710 M€. Les pénalités payées à la suite du remboursement anticipé d'emprunts refinancés font également l'objet d'un amortissement, ce qui génère une recette de la section de 0,269 M€.

Enfin, les plus-values sur la cession d'actifs représentent une recette totale de 4,558 M€.

**Compte administratif 2006 - budget principal - section d'investissement - dépenses - mouvements réels et d'ordre (en €) - tableau n° 4**

Libellé	Budget primitif dépenses	Prévision de dépenses	Réalisation de dépenses	Taux de réalisation (en %)	Disponible
<b>PERIMETRE PPI</b>	<b>387 406 340,00</b>	<b>480 312 996,94</b>	<b>427 047 077,56</b>	<b>88,91</b>	<b>53 265 919,38</b>
<b>mouvements réels</b>	<b>385 008 012,00</b>	<b>393 008 118,01</b>	<b>342 813 159,43</b>	<b>87,23</b>	<b>50 194 958,58</b>
chapitre 13 : subventions d'équipt reçues (annulations de titres sur exercices antérieurs)		48 045,45	48 045,45	100,00	0,00
chapitre 16 : emprunts et dettes assimilées - remboursements de cautions	50 000,00	57 434,80	37 434,80	65,18	20 000,00
chapitre 20 : immobilisations incorporelles dont frais d'études, d'insertion, d'élaboration, de modification, de révision des documents d'urbanisme	8 355 893,00	8 291 802,95	2 810 795,45	33,90	5 481 007,50
dont acquisitions et développement de logiciels	4 933 726,00	4 833 907,70	819 930,31	16,96	4 013 977,39
dont acquisitions et développement de logiciels	3 422 167,00	3 457 895,25	1 990 865,14	57,57	1 467 030,11
chapitre 204 : subventions d'équipement	40 705 942,00	50 003 794,53	42 921 397,88	85,84	7 082 396,65
chapitre 21 : immobilisations corporelles dont acquisitions de terrains et divers bâtiments	116 732 640,00	114 616 581,13	109 548 783,41	95,58	5 067 797,72
dont acquisitions de véhicules lourds et utilitaires	71 795 010,00	50 415 585,79	47 988 230,24	95,19	2 427 355,55
dont acquisitions de véhicules légers	2 090 000,00	4 081 666,76	4 056 833,03	99,39	24 833,73
dont divers matériels techniques, mobiliers, matériels de bureau et informatique		501 933,95	501 654,63	99,94	279,32
dont divers matériels techniques, mobiliers, matériels de bureau et informatique	8 496 120,00	6 310 468,73	5 342 801,70	84,67	967 667,03

dont équipements de voirie et plantations d'arbres d'alignement	34 351 510,00	51 990 456,14	50 398 562,08	96,94	1 591 894,06
dont réseaux divers		1 316 469,76	1 260 701,73	95,76	55 768,03
chapitre 23 : immobilisations en cours	182 980 276,00	173 166 364,70	154 247 893,68	89,07	18 918 471,02
dont travaux de voirie, de signalisation lumineuse et sur ouvrages d'art	129 100 952,00	113 311 721,94	98 021 677,47	86,51	15 290 044,47
dont travaux sur construction neuve et bât. industriel	32 146 211,00	36 524 783,51	36 296 783,67	99,38	227 999,84
dont aménagements de terrains et de bâtiments	5 445 400,00	10 420 269,28	8 725 271,16	83,73	1 694 998,12
dont travaux sur galeries drainantes, ruisseaux, bassins de rétention, hydrants	3 214 000,00	4 148 077,10	4 121 755,77	99,37	26 321,33
dont avances de trésorerie sur marchés et mandats de travaux	13 073 713,00	8 761 512,87	7 082 405,61	80,84	1 679 107,26
chapitre 27 : créances - dépôts et cautionnements versés	119 349,00	5 903 833,00	5 903 833,00	100,00	0,00
chapitres 4581 : travaux pour le compte de tiers	36 063 912,00	40 867 809,77	27 242 532,52	66,66	13 625 277,25
chapitres 4582 : annulations de titres émis sur exercices antérieurs		52 451,68	52 443,24	99,98	8,44
<b>mouvements pour ordre</b>	<b>2 398 328,00</b>	<b>87 304 878,93</b>	<b>84 233 918,13</b>	<b>96,48</b>	<b>3 070 960,80</b>
<b>chapitre 041 - opérations patrimoniales</b>	<b>2 398 328,00</b>	<b>87 304 878,93</b>	<b>84 233 918,13</b>	<b>96,48</b>	<b>3 070 960,80</b>
acquisitions foncières à titre gratuit	2 300 000,00	62 300 000,00	60 965 653,48	97,86	1 334 346,52
cessions gratuites foncières, véhicules et équipements		2 869 245,59	2 869 245,59	100,00	0,00
immobilisation des frais d'études 2006		145 546,37	145 546,37	100,00	0,00
TVA à récupérer (cimetières et centre des congrès)	98 328,00	21 613 258,00	20 253 472,69	93,71	1 359 785,31
solde des mandats de travaux pour le compte de tiers		376 828,97	0,00	0,00	376 828,97
<b>opération d'investissement hors PPI</b>	<b>0,00</b>	<b>4 875 032,80</b>	<b>4 059 418,80</b>	<b>83,27</b>	<b>815 614,00</b>
chapitre 16 - caution location remboursée laboratoire Merck pépinière Lyon 7°		22 123,16	22 123,16	100,00	0,00
chapitre 20 - Gypsnoise Life acquisition de licences informatiques		64 090,05	64 090,05	100,00	0,00
chapitre 21 - rachat des réseaux chaud froid Prodith		4 767 034,00	3 951 420,00	82,89	815 614,00
chapitre 27 - caution versée pour location Lyon 7° OMS		21 785,59	21 785,59	100,00	0,00
<b>mouvements financiers</b>	<b>116 290 394,00</b>	<b>128 663 428,44</b>	<b>131 527 834,64</b>	<b>102,23</b>	<b>-2 864 406,20</b>

<b>mouvements réels</b>	<b>115 866 045,00</b>	<b>128 239 079,44</b>	<b>127 422 405,35</b>	<b>99,36</b>	<b>816 674,09</b>
remboursement du capital de la dette	112 377 777,00	112 578 526,00	112 563 148,56	99,99	15 377,44
refinancement de la dette		4 123 774,58	4 123 774,58	100,00	0,00
remboursement emprunts Agence de l'eau	41 222,00	41 222,00	40 513,67	98,28	708,33
subvention d'équipement budget du restaurant	286 417,00	516 417,00	153 110,11	29,65	363 306,89
subvention d'équipement budget assainissement tx eaux pluviales	1 800 000,00	9 173 206,72	8 884 776,75	96,86	288 429,97
cautions reçues	25 000,00	118 173,63	66 164,39	55,99	52 009,24
cautions versées	50 000,00	28 214,41	10 174,93	36,06	18 039,48
reversement TLE et FC TVA	1 105 352,00	1 498 954,00	1 420 710,67	94,78	78 243,33
annulation de titres émis sur exercices antérieurs		160 031,69	160 031,69	100,00	0,00
dépenses imprévues	180 277,00	559,41	0,00	0,00	559,41
<b>mouvements pour ordre</b>	<b>424 349,00</b>	<b>424 349,00</b>	<b>4 105 429,29</b>	<b>967,47</b>	<b>- 3 681 080,29</b>
<b>chapitre 040 - opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>424 349,00</b>	<b>424 349,00</b>	<b>4 105 429,29</b>	<b>967,47</b>	<b>- 3 681 080,29</b>
amortissement des subventions d'équipement reçues	424 349,00	424 349,00	424 348,32	100,00	0,68
moins-value sur cessions d'actifs		0,00	3 681 080,97	N.S.	- 3 681 080,97
<b>total dépenses d'investissement</b>	<b>503 696 734,00</b>	<b>613 851 458,18</b>	<b>562 634 331,00</b>	<b>91,66</b>	<b>51 217 127,18</b>

**Compte administratif 2006 - budget principal - section d'investissement - recettes - mouvements réels et d'ordre (en €) - tableau n° 5**

Libellé	Budget primitif recettes	Prévision de recettes	Réalisation de recettes	Taux de réalisation (en %)	Disponible
<b>PERIMETRE PPI</b>	<b>46 700 398,00</b>	<b>160 724 506,60</b>	<b>140 910 334,83</b>	<b>87,67</b>	<b>19 814 171,77</b>
<b>mouvements réels</b>	<b>44 302 070,00</b>	<b>73 419 627,67</b>	<b>36 958 624,39</b>	<b>50,34</b>	<b>36 461 003,28</b>
chapitre 13 - subventions d'investissement	5 917 594,00	8 107 720,46	10 204 442,56	125,86	- 2 096 722,10
dont subvention de l'Etat et des établissements publics nationaux	2 541 129,00	2 676 956,00	4 099 860,11	153,15	- 1 422 904,11
dont subvention de la région Rhône-Alpes	400 379,00	2 020 056,06	2 613 657,36	129,39	- 593 601,30
dont subventions des Communes		37 003,90	905 579,64	2 447,25	- 868 575,74
dont subventions des autres établissements publics locaux	2 576 086,00	2 831 969,70	1 356 591,27	47,90	1 475 378,43
dont subvention communautaire		111 733,80	452 962,17	405,39	- 341 228,37

dont autres subventions d'équipement	400 000,00	430 001,00	775 792,01	180,42	- 345 791,01
chapitre 204 : subventions d'équipement (annulations de mandats émis sur exercices ant.)		314 155,23	314 155,23	100,00	0,00
chapitre 21 : immobilisations corporelles (annulations de mandats émis sur exercices antérieurs)		243 299,47	242 653,85	99,73	645,62
chapitre 23 : immobilisations en cours	12 745 200,00	10 919 087,48	7 068 977,85	64,74	3 850 109,63
régularisation des avances de trésorerie et avances forfaitaires sur marchés	12 745 200,00	9 361 182,75	5 614 241,72	59,97	3 746 941,03
annulation de mandats émis sur exercices antérieurs		1 557 904,73	1 454 736,13	93,38	103 168,60
chapitre 27 : créances	3 578 328,00	26 243 258,00	2 639 070,96	10,06	23 604 187,04
dont produit de la TVA à récupérer (cimetières communautaires et l'amphithéâtre)	98 328,00	21 613 258,00	158 018,31	0,73	21 455 239,69
dont créances sur les Communes et sur les particuliers (cessions foncières en paiement échelonné )	3 480 000,00	4 630 000,00	2 481 052,65	53,59	2 148 947,35
chapitres 4582 : recettes liées à des travaux pour le compte de tiers	22 060 948,00	27 362 737,71	16 447 573,94	60,11	10 915 163,77
chapitres 4581 : annulations de mandats émis sur exercices antérieurs		229 369,32	41 750,00	18,20	187 619,32
<b>mouvements pour ordre</b>	<b>2 398 328,00</b>	<b>87 304 878,93</b>	<b>103 951 710,44</b>	<b>119,07</b>	<b>- 16 646 831,51</b>
<b>chapitre 041 - opérations patrimoniales</b>	<b>2 398 328,00</b>	<b>87 304 878,93</b>	<b>84 233 918,13</b>	<b>96,48</b>	<b>3 070 960,80</b>
acquisitions foncières à titre gratuit	2 300 000,00	62 300 000,00	60 965 653,48	97,86	1 334 346,52
cessions gratuites foncières, véhicules et équipements		2 869 245,59	2 869 245,59	100,00	0,00
immobilisation des frais d'études 2006		145 546,37	145 546,37	100,00	0,00
TVA à récupérer (cimetières et centre des congrès)	98 328,00	21 613 258,00	20 253 472,69	93,71	1 359 785,31
solde des mandats de travaux pour le compte de tiers		376 828,97	0,00	0,00	376 828,97
<b>chapitre 040 - opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>19 717 792,31</b>	<b>ns</b>	<b>- 19 717 792,31</b>
sortie d'actifs vendus ou échangés		0,00	19 717 792,31	ns	- 19 717 792,31

<b>opération d'investissement hors PPI</b>	<b>0,00</b>	<b>3 540,00</b>	<b>9 645,16</b>	<b>272,46</b>	<b>- 6 105,16</b>
chapitre 16 - dépôt reçu pour caution location laboratoire Merck pépinière Lyon 7°		3 540,00	9 645,16	272,46	- 6 105,16
<b>mouvements financiers</b>	<b>456 996 336,00</b>	<b>627 584 866,54</b>	<b>481 890 783,21</b>	<b>76,78</b>	<b>145 694 083,33</b>
<b>mouvements réels</b>	<b>298 338 008,00</b>	<b>485 026 173,24</b>	<b>424 825 845,94</b>	<b>87,59</b>	<b>60 200 327,30</b>
dont programme d'emprunts	255 300 000,00	284 423 191,08	213 382 251,58	75,02	71 040 939,50
dont emprunt long terme	220 300 000,00	245 299 416,50	174 258 477,00	71,04	71 040 939,50
dont emprunt court terme	35 000 000,00	35 000 000,00	35 000 000,00	100,00	0,00
dont réaménagement de la dette		4 123 774,58	4 123 774,58	100,00	0,00
produit des cessions d'actifs (prévision corrigée des cessions 2006)	12 000 000,00	- 8 594 927,10	0,00	0,00	- 8 594 927,10
FCTVA	15 000 000,00	15 000 000,00	14 755 772,18	98,37	244 227,82
TLE	7 500 000,00	9 579 800,00	11 759 015,99	122,75	- 2 179 215,99
produit des amendes de police	8 500 000,00	16 614 000,00	16 614 294,00	100,00	- 294,00
					0,00
affectation de l'excédent de fonctionnement capitalisé		167 956 016,76	167 956 016,76	100,00	0,00
cautions reçues	25 000,00	35 083,50	104 160,79	296,89	- 69 077,29
cautions versées	10 000,00	10 000,00	5 030,58	50,31	4 969,42
participation pour non réal. aires de stationnement		1,00	63 603,57	6 360357,00	- 63 602,57
créances sur des particuliers	3 008,00	3 008,00	3 008,67	100,02	-0,67
avances régularisées sans rattachement à opération		0,00	180 671,82	ns	- 180 671,82
participation de tiers pour entrées charretières non rattachée à opération		0,00	2 020,00	ns	- 2 020,00
<b>mouvements pour ordre</b>	<b>158 658 328,00</b>	<b>142 558 693,30</b>	<b>57 064 937,27</b>	<b>40,03</b>	<b>85 493 756,03</b>
<b>chapitre 040 - opérations d'ordre de transfert entre sections</b>	<b>158 658 328,00</b>	<b>142 558 693,30</b>	<b>57 064 937,27</b>	<b>40,03</b>	<b>85 493 756,03</b>
amortissement des indemnités capitalisées	269 030,00	269 030,00	269 029,91	100,00	0,09
amortissement des immobilisations	14 340 221,00	52 407 567,00	52 237 691,60	99,68	169 875,40
plus-values suite à cessions d'actifs		0,00	4 558 215,76	ns	- 4 558 215,76
prélèvement sur la section de fonctionnement	106 203 000,00	89 882 096,30		0,00	89 882 096,30

charges à étaler	37 846 077,00				
<b>total recettes d'investissement</b>	<b>503 696 734,00</b>	<b>788 312 913,14</b>	<b>622 810 763,20</b>	<b>79,01</b>	<b>165 502 149,94</b>

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de sa commission finances et institutions ;

#### DELIBERE

**1° - Donne** acte de la présentation du compte administratif 2006 du budget principal.

**2° - Constate** les identités de valeur avec les indications portées au compte de gestion pour le résultat de l'exercice 2006, les données du bilan d'entrées et de sorties, les débits et les crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

**3° - Décide** du report de 20 201 586 € de recettes d'investissement, de 6 911 663,94 € de recettes de fonctionnement et de 51 886 096,81 € en dépenses de fonctionnement.

**4° - Arrête** les résultats de l'exercice à 197 209 849,33 €, de clôture à 26 609 816,99 € et le disponible global, après les reports, à 1 836 970,12 €.

Et ont signé les membres présents,  
pour extrait conforme,  
le président,  
pour le président,